



BÉNIN

La tentative de coup d'État du 7 décembre 2025

*Compétition narrative régionale, désordre
informationnel et dynamiques de légitimation*

Période d'observation : Octobre 2025 – Mars 2026

Contributeurs

Yannick ANAKY

Athéna YAPI

Yves AKAFU

Christiano AKE

Table des matières

Table des matières	3
Résumé exécutif	5
Principales conclusions	6
Introduction	10
1- Méthodologie	11
1.1. Dispositif de collecte et corpus	11
1.2. Cadre d'analyse et classification narrative	12
2. Hypothèses	13
2.1. Hypothèse générale	13
2.2. Hypothèses spécifiques	13
3. Objectifs de la recherche	13
3.1. Objectif général.....	13
3.2. Objectifs spécifiques	14
Chapitre 1 : Le coup d'Etat déjoué : un récit de rupture circonscrit	15
• La mécanique du confinement narratif	15
• Le paradoxe de la performativité : moins de publications, plus d'impact	18
Chapitre 2 : Désinformation performative : Faire exister le coup d'Etat.....	19
• La guerre des premières heures	19
• Kemi Seba et la fabrique du putsch consommé : de la préparation narrative à la performance discursive	22
Chapitre 3 : La CEDEAO comme arène de légitimation : l'architecture de la réponse régionale	26
• Le pivot nigérian : puissance opérationnelle et récit de projection	26
• Le contre-récit interne : le paradoxe de la hiérarchie des priorités	27
• La CEDEAO entre réhabilitation et délégitimation.....	29

• L’incident du C-130 nigérian au Burkina Faso : la crise se matérialise	30
Chapitre 4 : Le bloc AES et la résonance du populisme militaire	32
• La logique de contagion révolutionnaire	32
• L’asymétrie révélatrice : Bénin célébré, Burkina condamné.....	33
Chapitre 5 : Le facteur français : requalification géopolitique de l’échec du coup	35
• La France comme acteur opérationnel : un fait établi ?	35
Chapitre 6 : La traque et les prolongements régionaux : quand l’événement se dérobe à sa clôture.....	38
• L’aéroport de Niamey : instrumentalisation et extension du récit	38
Conclusion	40

Résumé exécutif

Le 7 décembre 2025, dans les premières heures de la matinée, un groupe de militaires conduit par le lieutenant-colonel Pascal Tigri a tenté de renverser le président béninois, Patrice Talon. La tentative échoue en quelques heures, mais cet échec n'est pas le véritable objet de ce rapport.

Ce qui mérite analyse, c'est ce qui se déploie à partir de cet échec à savoir, une compétition régionale intense pour le contrôle du sens de l'événement. La thèse centrale de ce rapport soutient que la tentative de coup d'État au Bénin a été moins un événement politique autonome qu'un révélateur de la compétition régionale pour le contrôle du narratif. En ce sens, le Bénin fonctionne comme un champ de force dans lequel se projettent les imaginaires concurrents de la souveraineté, de la légitimité régionale et du rapport à l'ancienne puissance coloniale.

Cette lecture exige de résister à la tentation d'appliquer mécaniquement au Bénin le schéma des junte sahéliennes. Car la séquence béninoise ne produit pas de rupture politique durable, elle produit un confinement disputé. C'est précisément ce confinement, et les récits qui se le disputent, qui constituent l'objet de notre analyse.

L'analyse de 6 740 publications identifiées au sein d'un corpus total de 49 951 enregistrements couvrant Facebook, X (ex-Twitter), TikTok, Reddit et les articles web révèle six dynamiques narratives, qui forment un appareil discursif interconnecté. Ces dynamiques sont présentées dans leur ordre logique, du plus factuel au plus géopolitique, du plus local au plus régional.

6 740 Publications analysées	5 336 710 Interactions cumulées
49 951 Enregistrements surveillés	5 Plateformes couvertes

Principales conclusions

Continuité avec l'écosystème régional préexistant

La tentative de coup d'Etat au Bénin s'inscrit dans la continuité de l'écosystème documenté dans le rapport de juillet-septembre 2025 : populisme militaire de l'AES (927 publications), délégitimation de la CEDEAO (2 255 messages), exploitation du ressentiment anti-français (104 messages explicites mais diffusion transversale), opérations d'information à résonance russe (982 messages). L'événement du 7 décembre met en lumière ces dynamiques profondes. Il s'inscrit dans une compétition narrative déjà existante et lui offre un nouveau terrain d'expression.

Le ratio engagement/volume comme indicateur structurel

L'un des enseignements méthodologiques les plus importants de cette analyse est que le volume de publications ne prédit pas l'impact politique d'un récit. Le récit du « coup consommé » (257 publications, ratio 2 211) est narrativement plus puissant, par unité de message, que le récit de sources officielles du « coup déjoué » (1 928 publications, ratio 664). Le récit AES (917 publications, ratio 1 075) dépasse également le récit officiel par son efficacité mobilisatrice.

Cette inversion suggère que la mobilisation politique dans l'espace numérique ouest-africain passe de plus en plus par l'alignement affectif plutôt que par la persuasion. Les gestes symboliques, les performances émotionnelles, les affirmations péremptoires génèrent un engagement disproportionné par rapport aux contenus factuels et nuancés.

Implications pour la contre-désinformation

La rapidité avec laquelle les fausses annonces de coup d'Etat « consommé » se sont propagées pose une question fondamentale : peut-on contre-désinformer en temps réel ?

La réponse que suggèrent les données est nuancée. Un contre-récit qui arrive après la cristallisation du « coup consommé » ne rectifie pas mais dispute. Et dans un

environnement où la performance émotionnelle l'emporte sur la vérification factuelle, la dispute est fondamentalement défavorable au récit proposé par les sources officielles.

L'asymétrie du populisme militaire : une donnée structurelle

L'analyse comparée du traitement de la tentative de coup d'Etat béninois (célébré) et du putsch manqué burkinabè du 3 janvier (condamné) dans les mêmes écosystèmes pro-AES constitue la démonstration empirique de la nature sélective et stratégique du populisme militaire. Le putsch est légitime quand il vise un allié de la France, mais illégitime quand il vise un champion de la souveraineté. L'asymétrie constitue le cœur fonctionnel du système narratif.

Ce constat a des implications pour les acteurs de la démocratie régionale : la contre-narration ne peut pas se contenter de dénoncer la désinformation factuelle. Elle doit s'attaquer à la logique structurelle qui rend le populisme militaire attractif, c'est-à-dire aux défaillances réelles des régimes qu'il cible et aux inégalités réelles que le récit néocolonial amplifie et exploite.

Le Bénin du 7 décembre 2025 n'est pas seulement un cas d'étude sur la désinformation ou sur la résilience institutionnelle. C'est un miroir tendu à une Afrique de l'Ouest en pleine recomposition, dans laquelle la bataille pour le contrôle du sens des événements est devenue, à part entière, un terrain de compétition géopolitique.

- **Le cadrage « coup manqué » comme bouclier institutionnel.**

La domination quantitative du récit du coup déjoué (1 928 publications) ne doit pas masquer sa fragilité performative. En effet, avec seulement 664 interactions en moyenne par publication contre 2 211 pour le récit concurrent du « coup consommé », il gagne la guerre des volumes mais perd celle de l'intensité émotionnelle.

- **La CEDEAO comme champ de bataille, non comme arbitre.**

L'organisation régionale apparaît dans ce corpus comme un enjeu disputé entre deux blocs aux visions incompatibles de la légitimité politique. Pour les États

côtiers, elle incarne la défense de l'ordre constitutionnel tandis que pour les écosystèmes pro-AES, elle est l'instrument d'une domination étrangère déguisée en multilatéralisme. Cette polarisation, déjà documentée dans le rapport précédent, s'est approfondie.

- **Le bloc AES comme machine narrative transfrontalière.**

Avec un ratio d'engagement moyen de 1 075 interactions par publication, le discours AES dépasse le récit institutionnel non par son volume de posts originaux mais par sa puissance mobilisatrice. L'asymétrie de traitement entre le coup d'Etat manqué béninois célébré et la tentative de coup d'Etat burkinabè condamné révèle bien qu'il ne s'agit pas d'une idéologie de principes mais une idéologie de camps dont la cohérence interne repose sur la désignation d'un ennemi commun.

- **La France comme variable d'ajustement géopolitique.**

Le narratif anti-français ne constitue pas, dans la séquence béninoise, le récit premier. Son rôle est de convertir l'échec d'un coup d'Etat en preuve d'une dépendance structurelle qui transforme la résilience du régime Talon en démonstration de sa vassalité. Ladite fonction de requalification est plus insidieuse qu'une attaque frontale, parce qu'elle s'appuie sur des faits réels pour en tirer des conclusions qui excèdent ce que les faits établissent.

- **La désinformation comme stratégie**

La bataille des récits à laquelle Kemi Seba¹ a pris part, à travers la diffusion de contenus fallacieux, montre que la désinformation performative observée dans la séquence béninoise ne relève pas d'une improvisation circonstancielle. Elle s'inscrit au contraire dans une préparation narrative antérieure au coup d'État, suivie d'une activation immédiate dès les premières heures du 7 décembre, puis d'une amplification par des acteurs disposant d'audiences importantes.

¹ Kemi Seba est activiste pro russe, président de l'ONG "Urgence panafricaine"

- **La compétition narrative comme persistance de la crise.**

L'attaque de l'aéroport de Niamey, qui n'était pas forcément connexe, est immédiatement absorbée dans le récit régional et requalifiée en confirmation d'une thèse préexistante selon laquelle les Etats côtiers adossés à la France seraient à la manœuvre contre les Etats de l'AES.

Introduction

La prévalence des régimes militaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel a connu une progression significative depuis 2020, portée par une vague de coups d'État et de tentatives de coups d'État qui a progressivement reconfiguré l'architecture politique de la région : Mali (2020, 2021), Guinée (2021), Burkina Faso (2022) et Niger (2023). Mais la vague ne s'est pas arrêtée qu'au Sahel. En juillet 2024, la Gambie déjoue une tentative de prise de pouvoir militaire, puis, en l'espace de onze jours à peine, la région connaît une accélération. Le 26 novembre 2025, la Guinée-Bissau déjoue à son tour une tentative de coup d'État, et le 7 décembre, c'est le Bénin, État côtier démocratique en Afrique de l'Ouest qui entre dans cette séquence.

L'accession des militaires au pouvoir n'est pas exclusivement tributaire d'une simple stratégie militaire. Elle bénéficie d'un soutien populaire croissant. Lassée des défaillances de la gouvernance civile, l'opinion publique, façonnée activement, notamment via les réseaux sociaux, érige les juntes en défenseurs du peuple et dénigre leurs détracteurs comme des instruments de puissances étrangères.

C'est dans le prolongement de ce cadre analytique, et des travaux de surveillance conduits entre juillet et septembre 2025 que s'inscrit le présent rapport. La tentative de coup d'État du 7 décembre 2025 au Bénin constitue son objet central comme un événement révélateur des tensions géopolitiques préexistantes, des fractures narratives régionales en cours de consolidation, et de la compétition entre plusieurs projets d'ordre pour l'Afrique de l'Ouest. Le 7 décembre met en lumière la profondeur d'un désaccord fondamental sur ce qui constitue la légitimité politique dans l'espace régional.

À cette fin, l'Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH) avec l'appui technique du National Democratic Institute (NDI) et le soutien financier de Global Affairs Canada, a étendu son dispositif de surveillance numérique à la période octobre 2025 – mars 2026, couvrant Facebook, X (ex-Twitter), TikTok, Reddit et les articles web. Sur un corpus total de 49 951 publications surveillées, 6 740 contenus ont été identifiés comme directement liés à la tentative de coup d'État au Bénin et ont généré 5 336 710 interactions cumulées. Les publications sont analysées à travers six registres narratifs, qui ne circulent pas de manière isolée mais forment un appareil discursif interconnecté.

1- Méthodologie

1.1. Dispositif de collecte et corpus

Cette étude recourt au dispositif de surveillance numérique déjà déployé pour le rapport de juillet–septembre 2025,² étendu aux données couvrant octobre 2025 à mars 2026. La collecte a combiné des techniques de surveillance automatisées et manuelles, appliquées de manière systématique sur l'ensemble des plateformes numériques publiques accessibles.

La surveillance a couvert trois catégories de sources. Les plateformes de médias sociaux tels que X (ex-Twitter), Facebook, TikTok, Reddit, YouTube et les canaux Telegram liés aux influenceurs, aux journalistes et aux institutions officielles ont constitué le socle principal de la collecte, en raison de leur rôle central dans la formation et la diffusion des récits politiques en Afrique de l'Ouest. Les organes de presse en ligne et les blogs, tant grand public qu'alternatifs, ont été inclus afin de saisir la diversité des cadrages journalistiques et éditoriaux, et de mesurer la porosité entre espace médiatique et espace informationnel non institutionnel. Enfin, les réseaux de messagerie et de repostage tels que les canaux et groupes publics sur Telegram et Facebook notamment ont été surveillés pour suivre la circulation et l'amplification des messages à fort impact, en particulier dans les premières heures de la crise.

Les chercheurs de l'OIDH ont conçu des requêtes booléennes en français et en anglais afin de couvrir un large spectre de contenus pertinents. Les mots-clés ont été sélectionnés pour rendre compte de la terminologie militaire, politique et géopolitique propre à la séquence béninoise et à son contexte régional : références aux coups d'État et tentatives de putsch, acteurs institutionnels (CEDEAO, AES), figures politiques et militaires (Talon, Tigri, Tinubu, Traoré), thématiques géopolitiques (souveraineté, influence française, Russie, Africa Corps ex-Wagner), et marqueurs narratifs spécifiques (populisme militaire, néocolonialisme, désinformation). Les termes

² OIDH et le Centre for Democracy and Development (CDD) West Africa. AJOUTER LIEN

retenus, entre autres, pour le corpus béninois sont : « Benin », « Bénin », « Talon », « Tigri », « Cotonou » et « putsch ».

Le corpus total comprend 49 951 publications collectées sur l'ensemble de la période. Parmi ces publications, 6 740 ont été identifiées comme directement liées à la tentative de coup d'État au Bénin. Elles ont généré 5 336 710 interactions cumulées likes, partages, commentaires et retweets réparties sur cinq plateformes selon la distribution suivante : articles web (63,5 %), Facebook (15,0 %), X (14,7 %), Reddit (5,5 %) et TikTok (1,3 %). La surreprésentation des articles web reflète le rôle de substrat informatif que jouent les médias en ligne dans la formation des récits, avant leur amplification émotionnelle sur les plateformes sociales. TikTok, à l'inverse, illustre le paradoxe de la marginalité en volume et de la domination en engagement : ses 88 vidéos génèrent à elles seules plus de 1,4 million d'interactions, soit le ratio d'engagement par publication le plus élevé de tout le corpus.

1.2. Cadre d'analyse et classification narrative

Le présent rapport s'inscrit dans la continuité du cadre analytique défini dans l'étude précédente, articulé autour de quatre axes structurants : le bloc AES et le populisme militaire ; les récits anti-CEDEAO ; le sentiment anti-français et les récits postcoloniaux ; la désinformation et l'influence russe. Ces axes structurent l'analyse, mais leur pertinence respective est interrogée au regard des spécificités du cas béninois. Ils constituent des grilles de lecture dont la pertinence est questionnée au regard des spécificités du cas béninois, notamment l'absence de rupture constitutionnelle consommée et la position géographique et politique du Bénin en dehors de l'espace AES.

Chaque publication a été classée selon six catégories narratives non exclusives. Une même publication peut relever de plusieurs récits simultanément et cette superposition est elle-même un objet d'analyse, car elle révèle la manière dont les récits s'entrelacent et se renforcent mutuellement dans les mêmes contenus. La somme des publications par récit excède donc le total du corpus ce qui n'est pas une limite méthodologique mais une donnée analytique à part entière.

2. Hypothèses

2.1. Hypothèse générale

La tentative de coup d'État du 7 décembre 2025 au Bénin constitue le point focal de ce rapport pour une raison analytique précise. Elle survient dans un pays qui, jusqu'alors, faisait figure d'exception dans un voisinage régional en pleine recomposition autoritaire. Contrairement aux ruptures sahéliennes consommées, la séquence béninoise produit un confinement rapide mais génère une onde informationnelle dont l'ampleur et la durée excèdent largement la portée de l'événement lui-même.

La présente recherche postule que la tentative de coup d'État au Bénin doit être comprise, au premier chef, comme un révélateur de tensions géopolitiques préexistantes, adossées à des fractures narratives régionales.

2.2. Hypothèses spécifiques

De cette hypothèse générale se dégagent les hypothèses spécifiques suivantes:

- L'ampleur de la diffusion de la tentative de Coup d'Etat tient à un écosystème narratif régional déjà en place
- Les récits pro-putsch ont anticipé, neutralisé et inversé le récit des sources officielles.
- Le populisme militaire repose moins sur des principes que sur la désignation d'ennemis communs.

3. Objectifs de la recherche

3.1. Objectif général

Analyser les dynamiques narratives et informationnelles déclenchées par la tentative de coup d'État au Bénin du 7 décembre 2025, afin de comprendre comment un événement politique localisé est approprié, requalifié et instrumentalisé dans la compétition régionale pour le contrôle du sens.

3.2. Objectifs spécifiques

- Identifier et caractériser les récits dominants qui ont structuré l'espace informationnel autour de la séquence béninoise entre octobre 2025 et mars 2026, sur l'ensemble des plateformes surveillées.
- Reconstituer la séquence informationnelle des premières heures du 7 décembre afin de mesurer la capacité des récits pro-putsch à anticiper et neutraliser le récit institutionnel, et d'évaluer l'efficacité relative des stratégies de contre-narration déployées.
- Documenter empiriquement la nature sélective et stratégique du populisme militaire à travers l'analyse comparée du traitement narratif du coup béninois et du coup burkinabè du 3 janvier 2026 dans les mêmes écosystèmes informationnels.

Chapitre 1 : Le coup d'Etat déjoué : un récit de rupture circonscrit

1 928 publications | 1 280 912 interactions | Web (1 145), X (334), Facebook (322), Reddit (98), TikTok (29)

Un ordre politique ne se révèle jamais autant que dans l'épreuve qui le menace en ce sens que sa stabilité ne tient pas tant à l'absence de contestation qu'à sa capacité à en circonscrire immédiatement la portée. La séquence béninoise donne à voir ce mécanisme dans sa forme la plus aboutie à travers une tentative de coup d'État rapidement absorbée dans un récit de maîtrise, jusqu'à en perdre sa qualité d'événement disruptif.

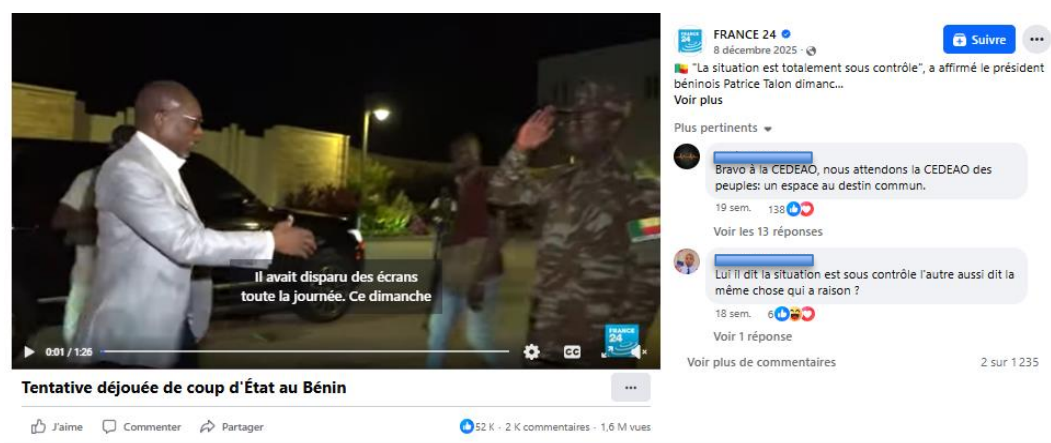
Le fait central de la séquence béninoise n'est pas tant la tentative de coup elle-même que son incapacité à produire une rupture politique durable. C'est cet échec et non l'attaque qui oriente l'ensemble du champ narratif. Dans les données, cela se traduit par la répétition systématique de formules lexicalement convergentes telles que : « failed coup », « putsch avorté », « thwarted coup », « tentative de coup déjouée ». Ce vocabulaire stabilise un récit où l'événement est contenu, encadré, refermé presque avant même d'avoir pu se déployer comme crise ouverte.

L'accent mis sur la résilience du régime a une conséquence politique notable. Au lieu de semer l'incertitude comme les tentatives de coup d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger, cette situation renforce l'image de solidité des institutions. Ainsi, le Bénin ne suit pas la tendance des changements militaires dans la région, mais démontre au contraire qu'un tel renversement peut être évité.

• La mécanique de la circonscription narratif

Les contenus les plus visibles du corpus en offrent une démonstration aussi bien sur les réseaux sociaux que dans la presse. Sur TikTok, la vidéo la plus virale (France 24, 94 888 interactions) résume la séquence en affirmant que « les autorités du Bénin ont

affirmé avoir déjoué une tentative de coup d'État » et que la situation est « totalement sous contrôle ». Sur Facebook, le même cadrage atteint 56 805 interactions à travers la reprise directe de la déclaration du président Patrice Talon : « La situation est totalement sous contrôle ». Sur X, le post le plus relayé précise que le ministre de l'Intérieur attribue la tentative à « un petit groupe de soldats » tout en appelant la population à reprendre ses activités normales (4 751 interactions).



Capture d'écran d'une publication de France 24

Dans le même registre, la BBC rapporte que le chef de l'État confirme que la situation est « totally under control »³ (17 781 interactions), tandis que RFI titre dès le 7 décembre à 20h02 sur une « tentative de coup d'État déjouée » (8 352 interactions). France 24 prolonge ce cadrage le lendemain en évoquant « une journée d'intox des putschistes sur un coup d'État manqué » (6 578 interactions) en intégrant explicitement la désinformation comme élément constitutif du récit dominant.

L'un des enseignements du corpus réside dans la rapidité avec laquelle les médias occidentaux, en particulier français, ont contribué à installer un récit de retour à l'ordre constitutionnel. Cette antériorité ne renvoie pas seulement à une logique d'information ; elle peut aussi être interprétée comme une tentative de préemption du sens, visant à fermer l'espace des interprétations avant qu'il ne soit investi par des acteurs contestant les normes démocratiques.

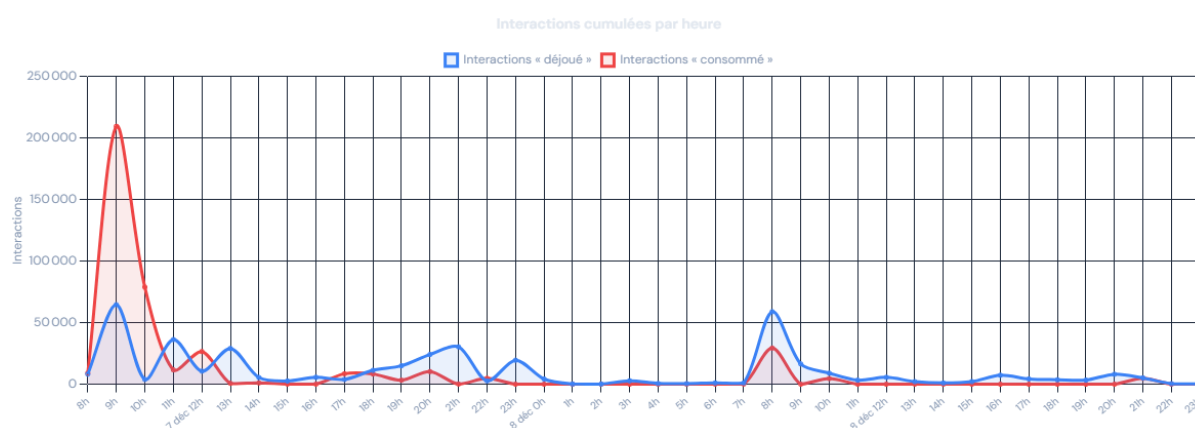
³ Traduction: Totalement sous contrôle

Dans un contexte régional où des séquences similaires ont fait l'objet de réappropriation par des récits pro-putschistes, parfois associés à des marqueurs d'alignement géopolitique, notamment l'apparition de drapeaux russes lors de mobilisations, ce cadrage rapide apparaît comme une manière de contenir en amont, la circulation de narratifs concurrents et de réduire les marges d'influence extérieure.



Frise chronologique des 48 premières heures

Évolution heure par heure des publications qualifiant le coup de « déjoué » vs. « consommé », du 7 décembre 08h00 au 9 décembre 00h00. La bascule narrative s'opère autour de 11h le 7 décembre.



Point de bascule : Entre 8h et 10h, le récit « coup d'Etat consommé » domine en volume et en interactions (209 606 interactions à 9h contre 64 641 pour le « déjoué »). À partir de 11h, le récit « déjoué » prend le dessus en volume (43 vs 21 posts) et ne cède plus. Mais les contenus « consommé » conservent un ratio interactions/post supérieur tout au long de la séquence comme on le voit dans les prochaines sections.



• Le paradoxe de la performativité : moins de publications, plus d'impact

Ce premier narratif de “coup déjoué” domine quantitativement avec 1 928 publications soit sept fois plus que le récit concurrent du « coup d'Etat consommé » (257 publications). Mais un paradoxe s'impose à l'examen des données. En effet, le ratio interactions/publication est nettement plus favorable aux contenus de rupture de l'ordre constitutionnel mêlés à la désinformation (2 211 interactions/post) qu'à la version officielle des événements (664 interactions/post). Pareil décalage confirme que la performativité d'un récit ne dépend pas de son volume de production, mais de son intensité émotionnelle.

Il n'est pas propre au Bénin car cela a été documenté dans des contextes comparables par les travaux de Vosoughi, Roy et Aral dans une étude désormais de référence publiée dans [Science](#)⁴, qui établit que les fausses nouvelles se propagent six fois plus vite que les informations exactes sur les plateformes numériques, précisément parce qu'elles génèrent des réponses émotionnelles plus intenses. La séquence béninoise en offre une illustration empirique supplémentaire.

⁴Soroush Vosoughi, Deb Roy, & Sinan Aral, THE SPREAD OF TRUE AND FALSE NEWS ONLINE disponible sur : <https://ide.mit.edu/wp-content/uploads/2018/12/2017-IDE-Research-Brief-False-News.pdf>

Chapitre 2 : Désinformation performative : Faire exister le coup d'Etat

257 publications | 568 287 interactions | Ratio : 2 211 interactions/publication

Le registre narratif sur la désinformation est le moins volumineux du corpus avec 257 publications, soit à peine 3,8 % de l'ensemble, mais il est de loin le plus performatif. Avec un ratio de 2 211 interactions par publication, il dépasse de plus de trois fois le récit dominant du coup déjoué (664 interactions/publication) et révèle une réalité sur l'économie attentionnelle des crises politiques numériques à savoir que ce ne sont pas les récits les plus fiables qui mobilisent le plus, mais les récits les plus affirmatifs, les plus chargés émotionnellement, les plus aptes à produire une sensation de rupture.

Bien au-delà de la désinformation commune, nous sommes ici en présence de ce que le philosophe J.L Austin⁵ désigne sous le terme de « performativité discursive ». En d'autres termes, des énoncés qui ne décrivent pas une réalité mais tentent de la produire. Affirmer que « le coup d'Etat est consommé », que « Talon n'est plus président », et que de « nouvelles autorités » sont en place, c'est tenter de faire exister et, peut-être, faire accepter ces réalités comme faits politiques avant même leur consolidation empirique.

• La guerre des premières heures

L'espace informationnel du 7 décembre 2025 peut être appréhendé comme une compétition en trois temps pour le contrôle du sens d'un événement encore en cours.

Le premier temps est celui de l'affirmation préemptive. Avant que le pouvoir béninois n'organise sa réponse, les récits pro-putsch occupent le terrain dans le but de convaincre et d'être les premiers à installer un cadre de lecture dans l'intervalle de vulnérabilité qui précède toute parole officielle. Dans cet espace vide, chaque affirmation péremptoire a provisoirement valeur de fait.

⁵ John Langshaw Austin, *Quand dire, c'est faire*, trad. Bruno Ambroise, Seuil, 2024.



Publié depuis le Mali 18 minutes avant même que la BBC ne relaie l'information. Aucune distance critique, aucun conditionnel : la prise de pouvoir est traitée comme un fait accompli et désirable. La page MALI KANU est un relais pro-junte malien qui couvre systématiquement l'actualité sous un angle AES.

Le second temps porte sur la reprise du contrôle des sources officielles béninoises. Le récit du putsch déjoué se consolide, les médias de référence relaient les déclarations gouvernementales, et le cadrage officiel finit par dominer quantitativement.



C'est le moment où le cadrage bascule. Le ministre de l'Intérieur confirme la neutralisation, les médias de référence (CNN, RFI, BBC) relaient. En moins d'une heure, le volume des publications « déjoué » dépasse définitivement celui du « consommé » (43 contre 21 à 11h).

Le troisième temps correspond à une phase de stabilisation au cours de laquelle les récits pro-putsch se reconfigurent. Plutôt que de contester frontalement les faits établis, ils en inversent l'interprétation, par la transformation des démentis officiels en preuves supplémentaires du complot. Ainsi leurs audiences se trouvent immuniser contre toute réfutation ultérieure par ce déplacement discursif.



C'est le mécanisme d'immunisation à l'état pur. Le « nous dit-on » transforme le démenti officiel en objet de suspicion. Les démentis deviennent preuves du complot. À 14h33, le compte X AES Alerte (907 interactions) avait déjà explicité la doctrine : « Le coup d'État au Bénin n'a PAS échoué. Ne gobe pas la version des médias français : c'est juste pour endormir le peuple et éviter qu'il rejoigne les militaires. »⁶

Plusieurs publications portées par des influenceurs et relais pro-putsch sont éclairantes à cet égard. Un premier contenu viral affirme que « les militaires du CMR⁷ sont en train de sécuriser toute la zone, en neutralisant certains éléments récalcitrants, fidèles au régime béninois dirigé par le vassal de la France, Patrice Talon », avant d'ajouter : « contrairement aux tentatives de désinformation activées sur les réseaux

⁶ Lien de publication disponible sur : <https://x.com/AESAlerteoppu/status/1997675814335267040>

⁷ Comité Militaire pour la Refondation, le groupe de militaires qui a tenté de renverser le président Patrice Talon en décembre 2025.

par les trolls du régime et pro-France, le coup d'État n'a pas été déjoué. Les échanges de tirs se poursuivent et Talon n'est plus président. »

Le post Facebook le plus viral du corpus de désinformation (16 801 interactions, Mali, 7 décembre) condense toutes ces strates. Il affirme simultanément que « le coup d'État est terminé et consommé », que l'annonce du coup d'État manqué par le ministre de l'Intérieur serait elle-même de la désinformation, et que Macron aurait appelé Tinubu pour déclencher l'intervention militaire.

• Kemi Seba et la fabrique du putsch consommé : de la préparation narrative à la performance discursive

Le rôle de Kemi Seba dans la séquence informationnelle du 7 décembre 2025 mérite une analyse distincte, car il illustre le mécanisme de la désinformation performative à l'œuvre dans ce corpus.

Né Stellio Capo Chichi, Kemi Seba se présente comme une figure du panafricanisme militant, président de l'ONG Urgence Panafricaine, influenceur à forte audience sur les réseaux sociaux, dont le discours tisse depuis des années un récit de rupture avec l'ordre postcolonial français. Les positions de l'activiste l'ont amené à des collaborations documentées avec des cercles proches du Kremlin, au point que des analystes africains et des observateurs le rangent dans la catégorie sévère “des panafricons”, contraction de “panafricaniste et de “con” pour désigner ces figures qui instrumentalisent le ressentiment postcolonial africain au service d'agendas géopolitiques étrangers, et notamment russes. Une telle qualification, qui circule parmi des intellectuels et militants africains critiques de l'instrumentalisation du panafricanisme, n'invalide pas la réalité des griefs qu'il mobilise, mais éclaire la fonction qu'il remplit dans l'écosystème informationnel régional.

La mention de Kemi Seba dans le corpus, dans ce qui apparaît rétrospectivement comme un signal prémonitoire, intervient le 26 octobre 2025 à travers une publication Facebook dans laquelle il explique qu'il aurait pu poursuivre son combat panafricaniste à l'échelle internationale, en mobilisant les diasporas africaines contre le néocolonialisme et le racisme anti-noir, tout en fermant les yeux sur la situation de

son propre pays. Il reconnaît qu'un tel choix aurait été plus confortable et conforme à l'influence internationale déjà construite, mais affirme ne pouvoir s'y résoudre.

Intitulée « Le Bénin est mon ultime combat », cette publication marque une inflexion explicite : Kemi Seba y annonce son intention de s'attaquer frontalement au régime de Patrice Talon, qu'il accuse d'avoir exclu l'opposition du jeu électoral depuis 2019 et d'avoir contribué à l'asphyxie économique de la majorité du peuple béninois. Il indique vouloir, avec « d'autres de la résistance », agir jusqu'en avril 2026 pour « abîmer ce régime corrompu et corrupteur », présenté en outre comme un pilier de la « Françafrique 2.0 ».

La publication se clôt sur une interpellation directement adressée à Patrice Talon. En se référant à l'action que ce dernier aurait menée, depuis l'exil, contre le gouvernement de Yayi Boni, Kemi Seba affirme en substance ceci: «ce qu'il s'était autorisé contre les dirigeants de l'époque, il ne pourra jamais nous empêcher, à notre tour, de le faire contre lui et son clan».



Le 15 novembre 2025, soit vingt-deux jours avant le coup d'Etat, il publie sur Facebook un texte (24 089 interactions) qui préfigure l'événement en termes quasi prophétiques. Il y dénonce un " coup d'État constitutionnel au Bénin" lié aux réformes de Talon, qualifie le régime de " mafia TALON/WADAGNI " et conclut que ce régime " devait aller au bout de sa folie avant de mourir de son propre poison".



Le 7 décembre, dès les premières heures suivant l'action des putschistes, Kemi Seba franchit une étape supplémentaire. Dans une vidéo rapidement virale, il salue l'événement comme "une libération", terme qui n'est pas anodin, tant il renvoie à l'imaginaire des indépendances, des résistances anticoloniales, des ruptures régénératrices. La tentative de coup d'Etat quitte alors le simple registre de l'acte militaire illégal pour se hisser au rang d'événement historique.

La publication suivante constitue peut-être l'acte le plus significatif de son intervention. Sur son compte X, il relaie ce qu'il présente comme un message du colonel Tigri lui-même.



La mention « vidéo reçue sur notre page Facebook » est, d'un point de vue analytique, particulièrement significative. Elle exprime simultanément deux éléments : d'une part, Seba ne se présente pas comme l'auteur du message, mais comme son relais, ce qui lui permet de se prémunir rhétoriquement contre toute accusation de production directe de désinformation ; d'autre part, elle montre que son réseau fonctionne comme un espace de passage et d'amplification de contenus dont l'origine demeure volontairement floue.

La chaîne de diffusion apparaît ainsi délibérément opaque : une vidéo reçue, relayée puis présentée comme authentique, sans vérification préalable. L'on reconnaît ici un mécanisme classique de désinformation par relais, tel que documenté dans les travaux du Stanford Internet Observatory⁸ sur les réseaux d'amplification coordonnée lors de crises politiques. Affirmer que “ le camp de Talon n'a pas repris le contrôle ” alors que le coup est en cours de neutralisation, c'est tenter de maintenir ouverte une fenêtre de basculement que les événements sont en train de refermer. Pire, c'est appeler les Béninois à sortir c'est-à-dire à transformer un putsch militaire défaillant en soulèvement populaire.

Le bilan de cette séquence fait état de 73 publications mentionnant Seba dans le corpus, 50 348 interactions cumulées et un mandat d'arrêt international émis par le Bénin le 12 décembre 2025. Le mandat ne valide pas rétrospectivement chacune de ses publications, mais il confirme que les autorités béninoises ont identifié dans son action une participation active à la construction narrative du coup d'Etat, distincte d'un simple commentaire politique. Sans aller jusqu'à soutenir une coordination avec le Colonel Tigri, on peut néanmoins déduire que le terrain narratif était préparé avant le 7 décembre et Seba en a été l'un des accélérateurs les plus efficaces.

⁸ Disponible sur <https://news.stanford.edu/stories/2022/04/know-disinformation-address>

Chapitre3 : La CEDEAO comme arène de légitimation : l'architecture de la réponse régionale

CEDEAO : 668 publications | 588 294 interactions Nigeria : 1 614 publications | 1 018 443 interactions

Analyser la CEDEAO dans la séquence béninoise, ne revient pas uniquement qu'à documenter la réaction d'une organisation internationale mais aussi et surtout observer la réactivation d'un cadre normatif régional mis à rude épreuve depuis les ruptures constitutionnelles sahéliennes. Le coup d'Etat béninois devient le test, involontaire mais révélateur, de la capacité de la CEDEAO à fonctionner encore comme architecte de l'ordre régional.

Le résultat est ambivalent, et cette ambivalence est analytiquement féconde.

• Le pivot nigérian : puissance opérationnelle et récit de projection

Dans l'architecture de la réponse régionale, le Nigeria s'impose comme l'acteur décisif de la neutralisation de la tentative au regard des moyens militaires déployés et de l'implication directe de son Chef d'Etat. Avec 1 614 publications liées à l'intervention nigériane, dont 575 produites depuis le Nigeria, cette dimension constitue, après le récit du coup d'Etat déjoué, le cadrage le plus massif du corpus.

La centralité du Nigeria remplit une principale fonction narrative. Elle inscrit l'événement béninois dans une hiérarchie régionale au sommet de laquelle trône Abuja qui tranche et protège. Ainsi le Nigeria retrouve le rôle de garant de l'ordre institutionnel, rôle que les revers diplomatiques des années récentes (notamment l'échec de la ligne dure contre la junte nigérienne en 2023), avaient sérieusement compromis.

Les publications les plus virales vont dans ce sens. Sur Facebook, un post félicite Bola Tinubu et l'armée nigériane pour avoir « *stopped the coup attempt in Benin Republic* » (« pour avoir « arrêté la tentative de coup d'Etat en République du Bénin ») et appelle à appliquer « *the same might* » (« la même force ») contre le terrorisme intérieur (7 627

interactions). Le Vanguard titre « *Nigeria deploys fighter jets to Benin Republic amid coup tensions* » (“le Nigéria déploie des avions de combat en République de Bénin en pleine tensions liées au coup d’Etat”) (11 032 interactions). La fierté nationale est le registre dominant.

Au-delà de cette lecture, les données laissent apparaître une dynamique plus stratégique. La projection militaire s’inscrit dans un contexte de mise à l’épreuve du leadership nigérian, à la fois sur le plan interne et externe. En interne, elle peut être interprétée comme une réponse indirecte aux critiques persistantes portant sur l’incapacité de l’État à endiguer durablement les menaces sécuritaires sur son territoire. L’appel à mobiliser « *the same might* » contre le terrorisme intérieur traduit cette tension de sorte que la démonstration de force à l’extérieur vient combler un déficit de performance perçu à l’intérieur.

Sur le plan externe, l’intervention au Bénin peut être lue comme une tentative de requalification géopolitique, visant à réaffirmer la crédibilité militaire et la capacité d’action du Nigeria sur la scène régionale. La séquence intervient dans un environnement où le Nigeria, affaibli par la crise sécuritaire en interne, pesait de moins en moins sur le terrain militaire ouest-africain où il prétend au statut de première puissance militaire.

• Le contre-récit interne : le paradoxe de la hiérarchie des priorités

Le narratif de puissance a cependant produit immédiatement son revers critique. Des voix nigérianes questionnent la cohérence des priorités d’Abuja en s’interrogeant sur la justification d’une intervention rapide au Bénin alors que l’insécurité intérieure notamment le terrorisme, les enlèvements, le banditisme armé restent aiguës. La réponse du Prix Nobel de littérature Wole Soyinka est symptomatique de ce malaise. Il raille l’usage de l’armée au Bénin en suggérant ironiquement que Bola Tinubu aurait pu envoyer son fils Seyi plutôt que l’armée de l’air (9 105 interactions sur X). Un autre post viral résume la contradiction en une formule lapidaire : « *So Nigeria has a jet that can fly to Benin to kill soldiers harvesting a coup but can’t use the same jet to find terrorists kidnapping 300 students.* » (“Le Nigéria a donc un avion en état de se rendre au Bénin pour tuer des soldats en train de faire un coup d’Etat, mais ne peut

pas utiliser ce même avion pour retrouver des terroristes en train de kidnapper 300 élèves.”) (4 783 interactions).

Le post le plus élaboré de ce registre critique est celui de l'ancien gouverneur de l'État de Kaduna, Nasir El-Rufai sous le titre « *TINUBU CAN FIND SOLDIERS FOR FRANCE, BUT NOT FOR NIGERIANS DYING IN THEIR HOMES — A COUNTRY THAT REFUSES TO PROTECT ITS CITIZENS IS NOT A NATION, IT'S A VASSAL* » (“Tinubu est capable de trouver des soldats pour la France, mais pas pour les Nigériens qui meurent dans leurs maisons - Un pays qui refuse de protéger ses citoyens n’est pas une nation, c’est un vassal”).



La formule « vassal » issu du registre des critiques que les États sahéliens adressent habituellement aux pays côtiers, est aujourd'hui retourné contre l'un de ceux qui s'en étaient toujours défendus. Ainsi, le procès en vassalité n'est plus l'apanage des juntes mais il circule désormais dans la société du pays le plus peuplé d'Afrique.

• La CEDEAO entre réhabilitation et délégitimation

La CEDEAO est convoquée comme cadre de légitimation de l'intervention nigériane, mais aussi comme objet de lutte narrative pour lui-même. La tension n'est pas nouvelle, elle se présente comme une constante des dynamiques documentées déjà dans notre rapport⁹ précédent sauf qu'elle prend ici une forme particulière.

D'un côté, la CEDEAO est perçue comme un facteur de stabilisation. Une publication Facebook (Ghana/JoyNews) annonce que le Ghana engage des procédures pour déployer des soldats dans le cadre d'une mission CEDEAO au Bénin (8 189 interactions). Le post France 24 Afrique sur la force de maintien de la paix de la CEDEAO atteint 46 082 interactions. La concentration géographique des contenus pro-CEDEAO, Nigeria (119 publications), Côte d'Ivoire (47), France (57), trace la carte des États restés fidèles à l'architecture régionale. Elle révèle une inflexion dans la posture de l'organisation.

Après les critiques essuyées lors des crises sahéliennes marquées par une incapacité à empêcher l'enchaînement des coups d'État et dans un contexte de résurgence des tentatives de déstabilisation, notamment en Guinée-Bissau quelques jours avant l'épisode béninois, la CEDEAO semble vouloir réaffirmer son autorité par l'action visible. L'annonce rapide d'un engagement militaire et sa forte médiatisation traduisent une volonté de produire un effet dissuasif. L'enjeu n'est pas seulement de stabiliser le Bénin, mais de signaler à l'ensemble de l'espace ouest-africain que toute velléité de rupture de l'ordre constitutionnel appelle désormais une réponse ferme et immédiate.

De l'autre, la CEDEAO est l'objet d'une délégitimation systématique. Une publication depuis le Mali affirme que la France aurait voulu utiliser des appareils nigériens pour faire croire à une intervention « au nom de la CEDEAO » (5 718 interactions). De même, un post depuis la Côte d'Ivoire cumulant 10 525 interactions dénonce l'organisation comme protectrice des « vrais putschistes » allusion faite aux présidents qui auraient imposé à leur peuple des mandats inconstitutionnels sans sanction. La CEDEAO est accusée de faire du « deux poids, deux mesures » parce qu'elle se

⁹ CDD & OIDH, Populisme militaire : cartographie de l'influence numérique, de la légitimité politique et du réalignement géopolitique en Afrique de l'Ouest et au Sahel, Mai 2026, Disponible sur: <https://www.cddwestafrica.org/reports/military-populism-mapping-digital-influence-political-legitimacy-and-geopolitical-realignment-in-west-africa-and-the-sahel/>

montrerait sévère avec les juntes militaires, mais indulgente avec les tripatouillages constitutionnels des présidents en place.

« CEDEAO, l'AES a eu raison de quitter cette organisation qui protège les vrais putschistes (Alassane Ouattara, Talon, Embaló...) » (Facebook, France, 7 734 interactions)

Prise ensemble, cette situation montre que la CEDEAO ne dispose plus d'un monopole sur la définition de la légitimité régionale. La région est devenue un champ de bataille narratif dont le Bénin constitue l'un des terrains d'affrontement les plus récents.

Sur le plan analytique, cette orientation rejoint une exigence plus structurelle souvent formulée à l'égard de l'organisation : « Il importe également qu'elle édicte des modalités claires d'emploi de la force et se dote des moyens d'agir au plan militaire en toute autonomie stratégique. ».¹⁰ Autrement dit, la séquence béninoise ne renvoie pas uniquement à une réaction conjoncturelle, mais à une tentative plus large de restauration de la crédibilité de la CEDEAO, à la croisée de la norme et de la capacité d'action.

• L'incident du C-130 nigérian au Burkina Faso : la crise se matérialise

La détention de onze militaires nigériens au Burkina Faso, après l'atterrissage non autorisé d'un C-130, prolonge la crise dans l'espace régional de manière concrète et personnalisée. Le Nigeria invoque une panne technique (28 017 interactions). Le Burkina Faso, membre de l'AES, présente l'atterrissage comme un « acte inamical » et une violation de souveraineté (6 556 interactions). Au total, 59 publications, représentant 94 616 interactions cumulées, relient l'incident au déploiement nigérian au Bénin, en faisant basculer un problème technique revendiqué vers un véritable conflit diplomatique. Les cinq publications les plus virales, dont l'engagement varie

¹⁰ Aïssatou Kanté, Repenser la gestion des coups d'État en Afrique de l'Ouest, Institut d'Etudes de Sécurité, septembre 2024, disponible sur: <https://issafrica.org/fr/iss-today/repenser-la-gestion-des-coups-d-etat-en-afrique-de-l-ouest>

entre 5 708 et 23 585 interactions, proviennent toutes du Nigeria, ce qui montre que le débat relève d'abord d'une controverse interne nigériane autour des priorités du président Tinubu. L'épisode cristallise la tension AES-CEDEAO en la rendant visible, incarnée, géographiquement localisée. On passe ainsi d'un coup d'Etat déjoué à une séquence où s'imbriquent droit aérien international, rivalités régionales et imbroglio diplomatique.

L'épisode énoncé n'est pas sans rappeler le précédent des 49 soldats ivoiriens retenus au Mali en 2022. Présentés comme des « mercenaires » par Bamako, leur arrestation avait rapidement dépassé le cadre judiciaire pour s'imposer comme un levier de négociation politique avec Abidjan et, au-delà, avec la CEDEAO. Dans les deux cas, la logique est comparable : une situation impliquant des personnels militaires étrangers devient un instrument de rapport de force et de pression diplomatique.

Chapitre 4 : Le bloc AES et la résonance du populisme militaire

917 publications | 986 136 interactions | Web (450), Facebook (289), X (90), Reddit (67), TikTok (21)

Comprendre pourquoi la tentative de putsh au Bénin, pays non-membre de l'AES, génère un tel niveau d'engagement dans les écosystèmes pro-AES exige de dépasser l'analyse événementielle. L'AES semble se structurer autour d'une idéologie politique dont les éléments constitutifs sont désormais bien documentés à travers une opposition à un contrôle néocolonial perçu, un rejet des élites politiques civiles, l'appel à une souveraineté populaire, la fascination pour le modèle des juntes militaires comme alternative aux «présidents dit de la France ».

Dans ce registre, le Bénin de Talon est une cible narrative parfaite. Régime longtemps perçu comme favorable à Paris, État côtier ancré dans la tradition des démocraties libérales ouest-africaines, Talon incarne précisément ce que le discours AES désigne comme la cible de ses anathèmes. Aussi, l'événement béninois fait l'objet d'une réappropriation dans la séquence régionale des ruptures militaires comme une pièce supplémentaire dans le mouvement de fond qui, depuis 2020, reconfigure l'architecture politique ouest-africaine.

• La logique de contagion révolutionnaire

Les contenus les plus viraux au sein des écosystèmes pro-AES illustrent ce mécanisme. Dans une publication Facebook relayée depuis le Bénin et ayant suscité 4 327 interactions, l'auteur affirme en substance que Patrice Talon aurait été renversé par un coup d'État présenté comme patriotique, avant d'annoncer que Faure Gnassingbé serait désormais la prochaine cible au Togo.



L'adjectif « patriotique » à vocation à convertir la rébellion militaire en acte de résistance nationale. La logique de contagion est caractéristique du populisme militaire tel que le définissent Norris et Inglehart dans leur analyse du populisme autoritaire¹¹. Ils la définissent comme une vision du monde dans laquelle les institutions représentatives sont fondamentalement corrompues, la démocratie libérale est un masque de domination étrangère, et le recours à la force est justifié au nom du « peuple » contre les « élites ». Dans la version sahélienne de ce discours, la figure du leader militaire patriote Goïta, Traoré, Tiani incarne ce peuple contre ces élites. Le Colonel Tigri est présenté, le temps d'une journée, comme l'équivalent béninois.

• L'asymétrie révélatrice : Bénin célébré, Burkina condamné

Un phénomène majeur émerge de la mise en parallèle systématique du coup d'Etat béninois avec la tentative de putsch déjouée au Burkina Faso le 3 janvier 2026, soit moins d'un mois plus tard. Dans les milieux pro-AES, le traitement des deux événements diffère radicalement. Au Bénin, le putsch est célébré comme « patriotique » tandis qu'au Burkina, il est dénoncé comme un « complot venu de l'étranger ».

Un post Facebook depuis le Burkina Faso (20 652 interactions) révèle que l'un des suspects de la tentative de putsch du 3 janvier, El Hadj Madi Sakandé, avait identifié le domicile du Capitaine Traoré en vue d'un attentat. Le cadrage est diamétralement

¹¹ Norris P. et Inglehart R., 2019, *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108595841>

opposé à celui du Bénin. Ici, le putsch est perçu comme un complot contre la Révolution, commandité de l'extérieur pour en finir avec le projet souverainiste.

Le cœur du système narratif réside dans cette asymétrie. Le populisme militaire de l'AES semble être basé sur des appartenances à des camps. Il ne valide pas le coup d'État en soi, mais celui dirigé contre les alliés de la France, tout en le réprouvant contre les défenseurs de la souveraineté.

Chapitre 5 : Le facteur français : requalification géopolitique de l'échec du coup

771 publications | 821 698 interactions | Web (380), Facebook (147), X (119), Reddit (113), TikTok (12)

Bien que les références à la France ne soient pas les premières dans le récit béninois, elles jouent un rôle dans la redéfinition géopolitique de l'échec du coup d'État. En d'autres termes, leur fonction n'est pas de relater les événements, mais plutôt d'expliquer pourquoi le coup a échoué. Cette interprétation a des implications politiques majeures, car elle suggère que la résilience institutionnelle du régime Talon témoigne de sa dépendance structurelle vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale. Il s'agit d'une mécanique bien connue des spécialistes des relations franco-africaines. Elle reproduit, sous une forme nouvelle et amplifiée par les réseaux sociaux, ce que Véronique Dimier appelle la « grammaire du néocolonialisme »¹², à entendre comme une lecture du monde dans laquelle toute intervention française en Afrique, quelle qu'en soit la forme, est assimilée à l'expression d'une domination continue. Ce que le 7 décembre 2025 ajoute à cette grammaire, c'est sa mise en récit en temps réel, avec une puissance de diffusion.

• La France comme acteur opérationnel : un fait établi ?

Une partie des publications présente l'appui français comme un fait documenté. France 24 rapporte que la France a fourni un « appui en termes de surveillance et de logistique » face aux putschistes (6 203 interactions). Sur Facebook, le porte-parole du gouvernement béninois confirme l'intervention de forces spéciales françaises acheminées depuis Abidjan pour des opérations de « ratissage » (34 052 interactions). Un post depuis le Mali titre sur un « DÉPLOIEMENT SECRET » et affirme que le Bénin confirme l'intervention conjointe de forces spéciales françaises et de frappes nigérianes sous l'égide de la CEDEAO (5 718 interactions).

¹² Véronique Dimier, « La Françafrique est-elle spécifiquement française ? », *Politique africaine*, n° 166, 2022/2, p. 197-202.

Les publications, provenant de sources côtières francophones, présentent l'appui français comme un fait établi. Elles constituent la couche inférieure du narratif anti-français. Sans viser la dénonciation d'une ingérence hypothétique, elles procèdent à la documentation d'une intervention confirmée par les acteurs eux-mêmes.

Le registre pro-AES s'approprie ces éléments pour les amplifier et les requalifier. Dans une publication sur X ayant généré 8 215 interactions, il est affirmé que la France et le Nigeria auraient bombardé le Bénin, présenté comme un pays en situation de tentative de coup d'État, et que des avions de chasse français et nigériens cibleraient des positions liées aux putschistes afin d'empêcher la destitution d'un président supposément sous contrôle.



Traduction: “La France et le Nigeria mènent des frappes aériennes au Bénin, où une tentative de coup d’État est en cours. Des avions de combat français et nigériens prennent pour cible des sites au Bénin liés aux putschistes et tentent d’empêcher la destitution du président qu’ils soutiennent. (X, 8 215 interactions)

La concentration géographique de ces contenus confirme que ce narratif est ancré dans les espaces où la France a été historiquement la plus présente, et où le ressentiment postcolonial a été le plus systématiquement entretenu et instrumentalisé depuis 2020. Le rapport précédent avait montré que 68% des messages anti-français publiés entre juillet et septembre 2025 comportaient des références au néocolonialisme. Dans la séquence béninoise, ces références ne représentent que 15,3% des publications mentionnant la France, soit 66 sur 432, en raison du poids de la couverture assurée par des médias tels que RFI, France 24 ou Le Monde. Pourtant, ces 15,3% de publications concentrent à eux seuls 40% de l'engagement total du corpus français, avec 145 279 interactions sur 363 299, et un ratio d'engagement par publication quatre fois supérieur à celui des contenus factuels, soit 2 201 contre 549.

Chapitre 6 : La traque et les prolongements régionaux : quand l'événement se dérobe à sa clôture

651 publications | 566 101 interactions | Web (309), Facebook (190), X (91), Reddit (54), TikTok (7)

L'une des caractéristiques les plus frappantes de la séquence béninoise est sa capacité à se prolonger bien au-delà du 7 décembre 2025. Un coup déjoué est, par définition, un événement refermé. Or, dans les données, la tentative de putsch continue d'exister comme problème régional pendant des mois. Elle se transforme, progresse, bifurque et se nourrit de nouvelles séquences qui lui donnent une durée que l'événement lui-même, dans son dénouement rapide, ne laissait pas présager.

Ce prolongement montre que la compétition narrative ne s'arrête pas avec la résolution militaire d'une crise mais continue de fonctionner, alimentée par de nouveaux incidents qui permettent de réactiver les récits en suspens.

• L'aéroport de Niamey : instrumentalisation et extension du récit

Le prolongement le plus significatif survient avec l'attaque de l'aéroport de Niamey dans la nuit du 28 au 29 janvier 2026. La réaction du général Tiani est une pièce maîtresse de la séquence dans la mesure où il remercie Moscou pour son soutien et accuse simultanément « Paris, Cotonou et Abidjan » d'avoir financé l'attaque (6 256 interactions, AfrikSoir). L'article le plus engageant du corpus Russie dans le contexte béninois (10 267 interactions, France 24) rapporte que Tiani désigne la France, le Bénin et la Côte d'Ivoire comme commanditaires.

Cette extension peut être analysée diversement. D'abord, elle montre que l'événement béninois a été intégré, dans la rhétorique des juntes AES, à un récit de guerre régionale opposant le camp souverainiste (AES + Russie) au camp dit néocolonial (France + États côtiers + CEDEAO). Ensuite, elle illustre la fonctionnalité politique de ce récit pour la junte nigérienne. Par la désignation du Bénin comme co-commanditaire d'une attaque contre Niamey, le Général Tiani justifie rétrospectivement l'incident du C-130

nigérian, consolide le récit de menace extérieure qui légitime son régime d'exception, et approfondit sa rupture avec les États voisins côtiers.

Dans les 138 publications mentionnant la Russie dans le contexte béninois (142 271 interactions), cette articulation Niamey-Moscou-Bénin constitue le nœud le plus significatif. Elle consacre l'absorption définitive de l'événement béninois dans la géopolitique de la guerre froide ouest-africaine en cours de recomposition.

Conclusion

Au regard de ces analyses, les six registres narratifs identifiés dans ce rapport, dans leur ensemble, confirment l'hypothèse selon laquelle la tentative de coup d'État au Bénin a été moins un événement politique autonome qu'un révélateur de la compétition régionale pour le contrôle du narratif. Le récit dominant reste celui d'un coup d'Etat manqué, rapidement neutralisé. Mais autour de ce noyau gravitent des narratifs secondaires dont la masse cumulée et surtout le ratio d'engagement excède largement le récit central. Le déséquilibre constaté est la signature d'un espace public régional dans lequel la légitimité politique se joue désormais autant sur les plateformes numériques que dans les institutions.

Le premier enseignement de cette analyse est d'ordre structurel. La séquence béninoise ne s'explique pas par elle-même. Elle s'inscrit dans un écosystème informationnel régional préexistant, patiemment construit depuis 2020 autour de quatre piliers que sont le populisme militaire de l'AES, la délégitimation systématique de la CEDEAO, l'exploitation du ressentiment anti-français, et les opérations d'information à résonance russe. Le 7 décembre 2025 a fourni un nouveau terrain d'expression, un événement concret autour duquel les récits préexistants ont pu se réactiver, se densifier et se redistribuer. En ce sens, comprendre le Bénin exige de regarder au-delà du Bénin.

Le deuxième enseignement est d'ordre méthodologique. Le volume de publications ne prédit pas l'impact politique d'un récit. Le cas béninois le démontre avec une clarté particulière : le récit de désinformation du « coup d'Etat consommé » (257 publications, ratio 2 211 interactions/publication) est narrativement plus puissant, par unité de message, que le récit de sources officielles du « coup d'Etat déjoué » (1 928 publications, ratio 664). Cette inversion suggère que la mobilisation politique dans l'espace numérique ouest-africain passe de plus en plus par l'alignement affectif plutôt que par la persuasion rationnelle. Les récits qui gagnent ne sont pas nécessairement les plus vrais, ce sont les plus intenses, les plus denses symboliquement, les plus aptes à produire une sensation de rupture ou de confirmation identitaire.

Le troisième enseignement concerne la nature du populisme militaire tel qu'il se manifeste dans ce corpus. L'asymétrie de traitement entre la tentative de putsch béninois célébrée et la tentative de coup d'Etat burkinabè du 3 janvier condamné révèle que cette idéologie n'est pas un système de principes universels mais une idéologie de camps, dont la cohérence interne repose sur la désignation d'un ennemi commun plutôt que sur des valeurs stables. Cette démonstration par l'absurde est peut-être l'apport analytique le plus net de ce rapport : elle offre aux acteurs de la démocratie régionale un argument empirique solide contre la prétention du discours AES à incarner une alternative doctrinale cohérente.

Le quatrième enseignement porte sur la temporalité de la désinformation. La rapidité avec laquelle les fausses annonces de « coup d'Etat consommé » se sont propagées et la préparation narrative documentée de Kemi Seba en amont de l'événement montrent que la bataille pour le sens commence avant la crise et se prolonge bien après sa résolution militaire. Face à cette architecture, les stratégies réactives de fact-checking arrivent structurellement trop tard. C'est vers le pré-bunking que doivent s'orienter prioritairement les acteurs de la contre-désinformation dans la région.

Enfin, et peut-être surtout, ce rapport dit quelque chose sur la nature de la crise démocratique ouest-africaine qui dépasse le cas béninois. La compétition narrative que le 7 décembre a révélée est le symptôme d'une crise de légitimité dont les causes profondes notamment de défaillances de la gouvernance, d'inégalités persistantes, de ressentiments postcoloniaux réels ne se résoudront pas par la seule contre-narration. Les récits du populisme militaire prospèrent parce qu'ils s'appuient sur des griefs réels, même lorsqu'ils les instrumentalisent au service d'agendas étrangers aux intérêts des populations qu'ils prétendent défendre. C'est cette double réalité que les acteurs démocratiques de la région doivent apprendre à tenir ensemble, sous peine de laisser le terrain libre à ceux qui ont depuis longtemps compris que l'émotion est une ressource politique, et qu'elle se mobilise plus vite que la vérité.